

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 15 JUILLET 2024**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16		
QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
12	0	4
OBJET DE LA DECISION		
N° 24/439		
CONVENTION DE MISE A DISPOSITION BILATERALE DE DONNEES DE COMPTAGES ROUTIERS MULTIMODAUX ENTRE LA METROPOLE TPM ET LE DEPARTEMENT DU VAR - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

ABSENTS :

Mme Nathalie BICAIS, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Sébastien VIALATTE.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 24/439

BUREAU DU 15 JUILLET 2024

**O B J E T : CONVENTION DE MISE A DISPOSITION BILATERALE
DE DONNEES DE COMPTAGES ROUTIERS
MULTIMODAUX ENTRE LA METROPOLE TPM ET LE
DEPARTEMENT DU VAR - AUTORISATION DE
SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5217-1, L5211-1 et L2121-22-1,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération N° 23/05/078 du 04 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU le projet de Convention de Partenariat ci-annexé,

CONSIDERANT la mise en place en 2024 d'outils innovants numériques tels que l'« Observatoire numérique de la mobilité » et le « Jumeau numérique de la mobilité », la Métropole TPM a un besoin important de disposer de données mobilité sur son territoire,

CONSIDERANT pour ce faire l'intérêt de la Métropole TPM à solliciter les acteurs locaux du territoire métropolitain, en particulier le Département du Var qui dispose des données comptages routiers des stations SIREDO fixes et temporaires (comptages tournants) ainsi que de compteurs vélo/piétons sur le périmètre départemental,

CONSIDERANT la nécessité de formaliser les engagements et les modalités de partage de données mobilité entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et le Département du Var,

CONSIDERANT la nécessité d'encadrer l'utilisation des données de mobilité dont la Métropole Toulon Provence Méditerranée est propriétaire,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer la convention de partenariat relative à la mise à disposition bilatérale de données de comptages routiers multimodaux entre le Département du Var et la Métropole Toulon Provence Méditerranée, ci-annexée.

ARTICLE 2

DE DIRE que cette décision est sans incidence financière.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 15 juillet 2024

Jean-Pierre GIRAN



Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	12
CONTRE	0
ABSTENTION	0

CONVENTION DE PARTENARIAT

relative à la mise à disposition bilatérale de données de comptages routiers multimodaux

Entre

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, 107 boulevard Henri Fabre CS30536, 83041 Toulon Cedex 9, agissant en tant que maître d'ouvrage sur la réalisation d'une Enquête Mobilité Certifiée Cerema, représentée par son président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN,

Ci-après désignée par « La Métropole Toulon Provence Méditerranée »,

Et

Le Département du Var, dont le siège se situe à l'Hôtel du Département, 390, Avenue des Lices, CS 41303, 83076 Toulon Cedex, représenté par le Président du Conseil Départemental du Var en exercice, Monsieur Jean-Louis MASSON

Ci-après désigné par « Le Département du Var »,

PRÉAMBULE

Dans le cadre de la mise en place en 2024 d'outils innovants numériques tels que l'«Observatoire numérique de la mobilité » et le «Jumeau numérique de la mobilité », la Direction des Transports et de la Mobilité de la Métropole Toulon Provence Méditerranée a un besoin important de disposer de données mobilité sur le territoire de la Métropole.

Pour cela, elle peut compter sur une quantité significative de données en internes issues de relevés ponctuels tels que l'observatoire des déplacements (document annuel) ou bien l'enquête Mobilité certifiée Cerema (EMC²) qui s'est déroulée en 2021-2022 sur le périmètre de l'aire d'influence de la Métropole (Périmètre du ScoT Méditerranée étendu). En parallèle de ces données, des relevés réguliers sont disponibles sur plusieurs outils internes à la Métropole TPM permettant de disposer de données fiables sur les fréquentations du réseau de transports en commun (réseau Mistral), vélo (éco-compteurs et données Géovélo), maritimes (données du port de Toulon) ou bien sur les flux voitures (comptages aux feux et comptages routiers).

En plus de ces données internes, la Métropole TPM dispose de données « libres » issues de l'Opendata alimenté par les services de l'Etat (données Insee, accidentologie, etc.).

Afin de compléter son panel de données disponibles, la Métropole TPM souhaite solliciter les acteurs locaux du territoire métropolitain, en particulier le Département du Var qui dispose des données comptages routiers des stations SIREDO fixes et temporaires (comptages tournants) ainsi que de compteurs vélo/piétons sur le périmètre départemental.

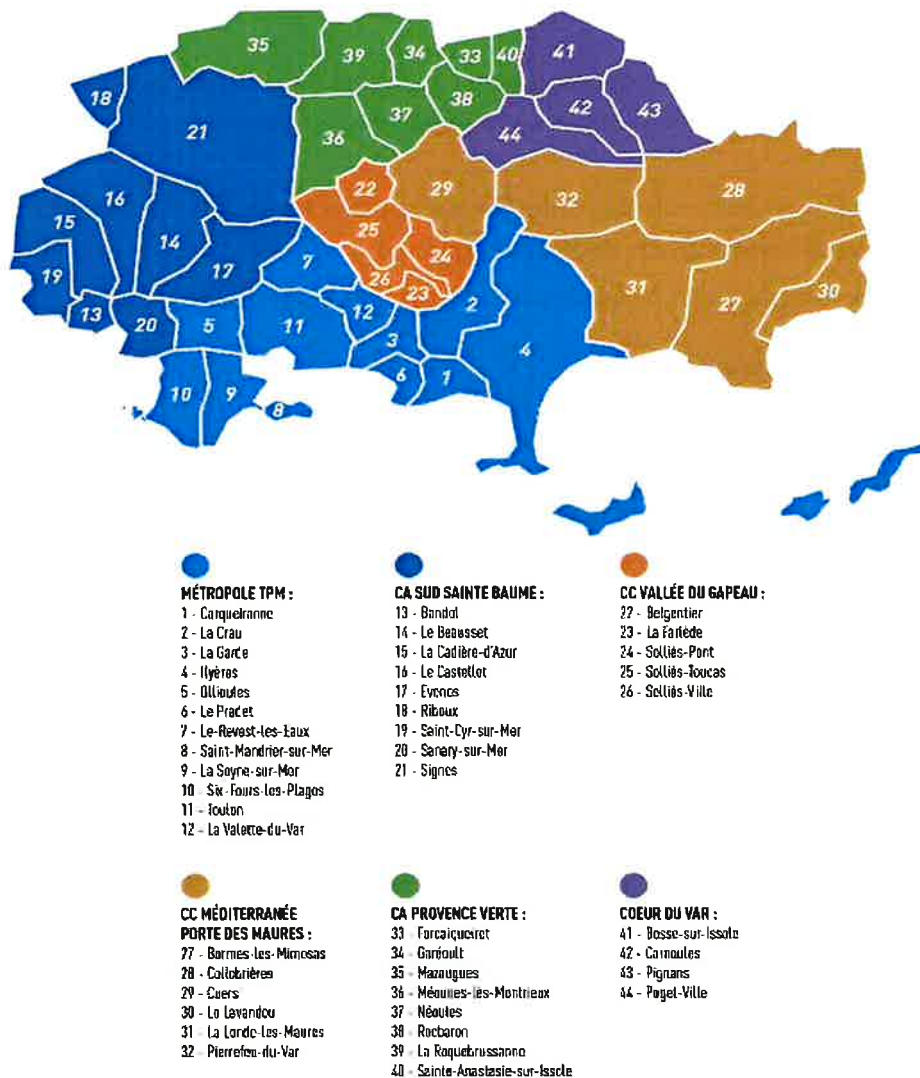
En conséquence, il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

L'objet de la présente convention est de préciser les conditions de mise à disposition des données de comptages routiers (voiture, poids lourds, vélo, marche) entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée (MTPM) et le Département du Var et d'encadrer l'utilisation des données partagées. La présente convention ne prévoit pas d'engagement financier de la part des parties concernées.

ARTICLE 2 - PERIMÈTRE D'ÉTUDE

Le périmètre de l'étude, défini par la cartographie ci-après, s'étend au-delà des seules limites métropolitaines et prend en considération l'ensemble du bassin des déplacements de la Métropole toulonnaise, ces territoires présentant de forts échanges avec la Métropole. Il comprend 44 communes, représentant près de 600 000 habitants. Il couvre la totalité du périmètre du ScoT Provence Méditerranée en plus d'une partie de la Communauté d'Agglomération Provence Verte et une partie de la Communauté de Communes Cœur du Var. L'objectif est de disposer des données de flux entrants dans la Métropole TPM depuis l'ensemble de son bassin d'influence mais aussi de correspondre aux autres données « de cadrage » utilisées par la Métropole, en particulier l'enquête mobilité EMC2 qui couvre ce territoire.



ARTICLE 3 - CONTENU DES DONNÉES

Dans le cadre de la convention de partenariat, la Métropole Toulon Provence Méditerranée peut mettre à disposition du Département du Var,

- Les données annuelles de comptages routiers aux feux sur la commune de Toulon
- Les données journalières d'entrées des bateaux accostant au port de Toulon
- Les données issues de différentes campagnes de comptages routiers sur son territoire dans le cadre de projet d'aménagements
- Les données des éco-compteurs de la Métropole (vélo + marche)

De son côté, le Département du Var peut pour sa part mettre à disposition

- Les données journalières des stations de comptages SIREDO déployées sur le périmètre d'étude
- Les données de comptages des stations temporaires déployées sur le périmètre d'étude
- Les données journalières de comptages des stations de comptages Vélo + Marche du Département

3.1 Partage des données

Les modalités de partage des données pourront s'organiser dans l'ordre suivant de ce qui est réalisable :

- Envoi trimestriel des données par courriel ou mise à disposition sur une plateforme de partage sécurisée,
- Envoi sur simple demande des données par courriel ou mise à disposition sur une plateforme de partage sécurisée en cas de besoin ponctuel,
- Envoi une fois par an d'un récapitulatif des données partagées.

3.2 L'exploitation des données

L'exploitation des données mises en partage est réservée à un usage interne à la Métropole Toulon Provence Méditerranée et au Département du Var pour la série non-exhaustive d'usages suivants :

- Modélisation de trafic statique et dynamique,
- Outils de visualisation cartographique type observatoire numérique de la mobilité,
- Document de planification type PDM, PLU, SCOT, etc,

Les partenaires disposent d'un accès aux données et peuvent les utiliser pour des études non prévues à la présente convention. Pour chacun des usages prévus à la convention ou pour tout usage complémentaire, chaque partie s'engage à effectuer une demande d'autorisation expresse aux propriétaires des données qui seront utilisées. Cette demande pourra être faite par courrier postal ou courriel avec accusé de réception. Le propriétaire disposera de 15 jours calendaires pour formuler sa réponse expresse à la demande.

ARTICLE 4 - MODALITÉS DE SUIVI DE LA VALORISATION DES DONNÉES

4.1 Comité Technique

Le Comité Technique, composé des techniciens de chaque collectivité, se réunira une fois par semestre afin d'évoquer les usages effectués des données mises en partage. Il sera possible, dans ce cadre, de présenter à un nombre élargi d'interlocuteurs les résultats de ces travaux. Le Comité Technique est chargé d'assurer le pilotage technique et le suivi de l'usage qui est fait des données partagées dans le cadre des différents projets pour lesquelles elles sont mobilisées.

Il est convoqué et animé par la Métropole Toulon Provence Méditerranée qui en assure le compte rendu.

En outre, au-delà des premiers résultats, une réflexion pourra être menée quant à la pérennisation des échanges de données et de la mutualisation des analyses ainsi que du partenariat mis en œuvre à l'occasion de cette opération.

ARTICLE 5 – PROPRIÉTÉ ET MISE À DISPOSITION DES DONNÉES

5.1 - Propriété des données

La Métropole Toulon Provence Méditerranée est propriétaire des données qu'elle met à disposition dans le cadre de la présente convention. Le Département du Var est défini comme usager unique des données qui lui sont mises à disposition par la Métropole Toulon Provence Méditerranée dans le cadre de l'article 3.2. La Métropole Toulon Provence Méditerranée se porte garante de l'utilisation des données dont elle est propriétaire.

Le Département du Var est propriétaire des données qu'il met à disposition dans le cadre de la présente convention. La Métropole Toulon Provence Méditerranée est définie comme usager unique des données qui lui sont mises à disposition par le Département du Var dans le cadre de l'article 3.2. Le Département du Var se porte garant de l'utilisation des données dont il est propriétaire.

Tout organisme ou collectivité non signataire qui souhaiterait utiliser les données partagées, pour des études non prévues à la présente convention (cf. article 3.2), devra demander l'accord de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ou du Département du Var selon qui est propriétaire de la donnée utilisée. La Métropole Toulon Provence Méditerranée et le Département du Var s'engagent à ne pas recevoir de contrepartie financière de l'autorisation à l'utilisation des données dont ils ne sont pas propriétaires.

ARTICLE 6 – VALIDITÉ DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à la date de sa signature par le dernier des signataires pour une durée de deux ans, renouvelable par tacite reconduction. Elle comprend l'exploitation des données, les analyses générales et les publications associées. La convention durera jusqu'à la fin de l'opération prévue en juin 2026.

ARTICLE 7 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

La présente convention ne pourra être modifiée que par avenant signé entre les parties pour la durée résiduelle d'application de la convention.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention initiale, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1. Etant attaché à la présente convention, tout avenant sera soumis aux mêmes dispositions qui la régissent.

La demande de modification de la convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et les conséquences qu'elle emporte. L'autre partie dispose d'un délai de 2 mois pour y faire droit.

ARTICLE 8 – RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des deux parties, en cas de non-respect ou exécution des engagements pris, à l'expiration d'un délai de 2 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse.

ARTICLE 9 – LITIGES

En cas de désaccord dans l'exécution ou l'interprétation de la présente convention et avant toute action contentieuse proprement dite devant le tribunal administratif compétent, les parties s'engagent à épuiser toutes les possibilités de conciliation.

ARTICLE 10 – MESURES D'ORDRE

Les parties font élection de domicile en leur siège respectif pour l'exécution de la présente convention. Les frais de timbre et d'enregistrement seront à la charge de celle des parties qui entendraient soumettre le présent contrat à la formalité.

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

Fait à Toulon, le

**Pour la Métropole Toulon Provence
Méditerranée (MTPM)**

Le Président,

Pour Le Département du Var,

Le Président,

Jean-Pierre GIRAN

Jean-Louis MASSON